



Travaux enrobés – Route de Plan de Cassioz

Le Maire de la Commune de PRAZ-sur-ARLY (Haute-Savoie),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route et notamment son livre IV,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.2213-1 du CGCT

VU la loi n° 2004.809 en date du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement de tous les véhicules route de Plan de Cassioz, pour les travaux de reprise des enrobés.

Sur proposition du Directeur des Services Techniques de Praz-sur-Arly,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 :

La circulation et le stationnement de tous les véhicules empruntant la route de Plan de Cassioz sur le territoire de la commune de Praz-sur-Arly seront réglementés du **31 août au 18 septembre 2026**, lors des travaux de réfection des enrobés.

ARTICLE 2 :

La circulation pourra être alternée si nécessaire. Elle sera assurée, dans ce cas, par des panneaux réglementaires ou des feux tricolores. Le stationnement à proximité immédiate du chantier sera interdit. L'accès des véhicules de secours et des riverains sera maintenu, dans la mesure du possible et selon les conditions de sécurité du chantier, sous réserve des nécessités liées à l'avancement des travaux.

ARTICLE 3 :

La vitesse sera limitée à 30 km/h et le dépassement sera interdit dans la zone de chantier et pendant la durée des travaux.

ARTICLE 4 :

La signalisation nécessaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise Colas de Passy. Un soin particulier sera apporté à l'information des riverains préalablement aux travaux.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Megève,

Monsieur le responsable du Centre de Secours de Megève – megeve.chef@sdis74.fr

Madame la Directrice Générale des Services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,

L'entreprise Colas de Passy, mail : colas-passy-d@demat.sogelink.fr; younes.zarhouni@colas.com

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait le 27 août 2026

Le Maire,

Séverine FONTANGES



CERTIFIE EXECUTOIRE en vertu de la réception en sous-préfecture le (voir visa).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant la juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat